

PETROLE EN COLOMBIE 2003

1. OXY EST DE RETOUR SUR LE TERRITOIRE U'WA

ASSOCIATION DES AUTORITES TRADITIONNELLES U'WA Territoire Sacré U'wa, 15 octobre 2002

OCCIDENTAL DE COLOMBIE INC, -OXY- POURSUIT SON PROJET PETROLIER « CONTRAT DE L'ASSOCIATION SIRIRI » SUR LE TERRITOIRE SACRE DU PEUPLE U'WA

Le 14 octobre 2002, vers 14h, le peuple U'wa fut surpris par l'arrivée de lourds engins destinés à la poursuite du projet d'exploration et d'exploitation pétrolières du gisement GIBRALTAR 1, situé sur leur territoire.

Un jour seulement après la mal nommée « journée de la race » (12 octobre, découverte des Amériques par C. Colomb – NdIT.), la OXY, qui opère maintenant intelligemment le projet Gibraltar sous le nom d'Ecopetrol, pénétra en territoire U'wa protégée par toute la puissance militaire fournie par le président des Etats-Unis à la Colombie, et en particulier au département d'Arauca qui subit toutes les mesures de « l'état de choc intérieur » et de la « zone de réhabilitation » permettant de garantir la sécurité des opérations pétrolières.

Pour les U'was, il est clair, et même très clair, qu'Ecopetrol n'est qu'une vitrina d'opération mais que c'est OXY et ses associés qui apportent en réalité les techniciens et les machines. En effet, le projet Gibraltar ne représente que 0,5% du Contrat d'association Siriri, souscrit le 16 mai 2000 entre Ecopetrol, Occidental de Colombie Inc., Occidental Andina Inc. et la Compañía de Petróleos Cordillera S.A. du Panama, légalisé par l'écriture publique N° 0963 du 27 avril 2000 et souscrit au cabinet de notaire numéro 45 de Santa Fé de Bogota.

Nous sollicitons aux organisations non-gouvernementales écologistes et de défense des droits de l'homme, aux amis de la vie, de la terre mère et de l'environnement aux niveaux national et international, de demander officiellement des explications au président des compagnies OXY des Etats-Unis et de Colombie, par rapport à l'information amplement diffusée lors de l'Assemblée générale des actionnaires qui se tint en avril dernier à Los Angeles, aux Etats-Unis, ainsi que postérieurement dans la presse nationale et internationale, et informant que OXY se retirerait du projet d'exploration pétrolière en territoire U'wa.

Maintenant, la communauté paysanne installée dans la région du projet soutient celui-ci car elle fut aveuglée par l'information selon laquelle Ecopetrol serait la

nouvelle compagnie chargée des opérations. Mais elle a oublié qu'il s'agit d'une activité aux graves conséquences environnementales, sociales et culturelles, qui affecte la souveraineté nationale et ce, quelle que soit l'entreprise qui détruit notre futur humain.

Face à la proposition antérieure, nous nous demandons si Ecopetrol garantit le respect de la vie humaine et de la nature ? La réponse est non, parce qu'aucune compagnie au monde, exploitant le pétrole en s'accompagnant des meilleurs projets sociaux et des meilleures techniques d'opération, n'a pu le démontrer.

Nous sommes aussi conscients que les projets sociaux illusoires proposés par Ecopetrol aux conseils d'action communale ne seront pas non plus réalisés étant donné qu'il s'agit d'un jeu où gagne celui qui sait utiliser le langage, l'espace et le temps. Lorsque toute l'infrastructure pétrolière sera installée sur les lieux de l'exploration, nos amis verront alors se matérialiser de façon systématique tout ce que nous disons. Et la DUPERIE aura gagné.

Notre position, en tant que peuple U'wa, est le rejet total de cette nouvelle intervention d'OXY sur notre territoire sacré. Nous possédons des droits ancestraux, ratifiés par des documents historiques, qui sont en vigueur aujourd'hui plus que jamais et qui nous permettent de défendre nos droits majeurs. Nous exigeons dès lors à toute la communauté internationale de remeter cette violation des droits de l'homme perpétrée par Oxy et par l'Etat colombien.

En tant qu'U'was, nous défendons fermement notre projet pour la protection de la vie, de l'environnement et de la souveraineté nationale ; le roi argent ne changera jamais le don de la vie, ni le respect envers notre terre mère sacrée qui nous alimente à tout moment et sans laquelle nous ne pouvons ni manger, ni boire et encore moins respirer.

Nous demandons à toutes les ONGs d'Amérique du Sud, d'Amérique centrale, d'Amérique du Nord, d'Afrique, d'Europe, ... amies de la vie, de l'environnement et de la souveraineté des nations autochtones, d'envoyer des lettres au président de Colombie, Alvaro Uribe Vélez, ainsi qu'aux présidents d'Occidental de Colombie et des Etats-Unis et à Ecopetrol, pour leur demander de respecter la nation ou peuple autochtone U'wa de Colombie.

La vie ne peut pas se vendre, ni être achetée. Le respect des droits de l'homme des peuples autochtones font partie des devoirs et obligations des Etats du monde. Nous exigeons le retrait et l'annulation définitive des projets d'exploration et d'exploitation pétrolières sur le territoire appartenant au peuple U'wa. Nous entamons aujourd'hui une nouvelle marche pour la défense de la vie. L'identité des Etats du monde se trouve dans les racines millénaires.

AUTORITES TRADITIONNELLES U'WAS DE CASANARE, ARAUCA,
BOYACA, SANTANDER ET SANTANDER DU NORD.
CONSEIL DES COMMUNAUTES AUTOCHTONES

ROBERTO PEREZ GUTIERREZ
Président du Conseil principal
Association U'wa

Source: BULLETIN DU RESEAU OILWATCH. - Numéro 36 .-Mars 2003

2. LETTRE DES U'WAS AU MONDE

*Nous naissons en étant fils de la terre...
Cela, nous les indiens, ne pouvons pas le changer
Et pas non plus l'homme blanc (riowa)*

Nous leur avons dit, de plus de mille façons différentes, que la terre est notre mère, que nous ne voulons ni ne pouvons la vendre. Mais l'homme blanc semble ne pas avoir compris, il insiste pour que nous cédions, nous vendions ou nous maltraitions notre terre, comme si l'indien était aussi une personne ne tenant pas parole.

Nous autres, nous nous demandons : est-ce dans les coutumes des blancs de vendre leur mère ? Nous l'ignorons, mais ce que nous savons, nous les U'was, c'est que le blanc utilise le mensonge comme s'il aimait cela: il sait tromper, il tue ses propres petits sans même permettre à leurs yeux de voir le sol, ni à leur nez de sentir l'herbe ; c'est-là quelque chose d'exécration même pour un sauvage.

Nous savons que le *riowa* a mis un prix sur tout ce qui vit, même sur la pierre ; il fait des affaires avec son propre sang et voudrait que nous fassions de même sur notre territoire sacré avec *ruiria*, le sang de la terre qu'ils appellent pétrole.

Tout cela est étranger à nos coutumes. Tout être vivant possède du sang : tout arbre, tout végétal, tout animal, la terre aussi et c'est le sang de la terre (*ruiria*, le pétrole) qui nous donne la force à tous, aux plantes, aux animaux et aux êtres humains.

Et nous demandons au *riowa* : comment fixe-t-on le prix de la mère et à combien s'élève ce prix ? Nous ne le lui demandons pas pour nous défaire de la nôtre, mais pour essayer de mieux le comprendre car après tout, si l'ours est notre frère, l'homme blanc l'est aussi. Nous demandons cela parce que nous croyons que lui, qui est civilisé, connaît peut-être une façon de mettre un prix sur sa mère et de la vendre sans ressentir la honte que ressentirait un primitif.

Parce que la terre sur laquelle nous marchons n'est pas que de la terre, c'est la poussière de nos ancêtres ; nous marchons pieds nus pour être en contact avec eux.

Pour l'indien, la terre est la mère, pour le blanc, elle est un ennemi ; pour nous, ses petits sont nos soeurs, pour eux, ils sont seulement une marchandise. Le *riowa* éprouve du plaisir de la mort, il laisse dans ses champs et dans ses villes tant d'hommes couchés comme des arbres coupés dans la forêt. Nous autres, nous n'avons jamais eu l'insolence de violer les églises et les temples du *riowa*, mais eux sont venus profaner nos terres. Et nous nous demandons dès lors: qui est le sauvage ?

Le *riowa* a envoyé des oiseaux géants sur la lune (Siyora) : nous lui disons de l'aimer et de la préserver, qu'il ne peut pas aller dans l'univers en faisant à chaque astre ce qu'il fit à chaque arbre de la forêt ici sur la Terre. Et nous demandons à ses fils : qui a fait le métal avec lequel fut élaborée chaque pluma qui couvre le grand oiseau ? Qui a fait le combustible dont il s'alimente ? Le *riowa* ne doit pas duper ni mentir à ses fils : il doit enseigner que même pour construire un monde artificiel, l'être humain a besoin de la terre mère... pour cela, il faut l'aimer et la protéger...

L'être humain continue à chercher *ruiria* (le pétrole) et à chaque explosion qui parcourt la forêt, nous entendons le pas monstrueux de la mort qui nous poursuit à travers nos montagnes. Ceci est notre testament !

Au rythme auquel avance le monde, un jour un être humain remplacera les montagnes du condor par des montagnes d'argent. Alors, il n'y aura plus personne à qui acheter et s'il devait encore y avoir une personne, elle n'aurait plus rien à vendre. Lorsque ce jour viendra, il sera trop tard pour que l'être humain médite sur sa folie...

Toutes vos offres économiques sur ce qui nous est sacré – comme la terre ou son sang – sont une insulte pour nos oreilles et une subornation de nos croyances ! Ce monde ne fut pas créé par *riowa*, ni par aucun de ses gouvernements, pour cela il faut le respecter ! L'univers est de *Sira* (Dieu) et seulement nous, les U'was, pouvons l'administrer. Nous ne sommes qu'un fil de la toile arrondie de la *ukua* (sac à dos sacré servant à transporter la coca), mais il en est le tisserand.

Pour cela, nous les U'was ne pouvons pas céder, maltraiter ou vendre la terre, son sang ou ses créatures parce qu'ils sont la base de la toile. Mais le blanc se croit le propriétaire, il possède sa façon d'exploiter et de réduire à l'esclavage. Si nous ne pouvons pas leur vendre ce qui ne nous appartient pas, ils ne peuvent dès lors pas s'approprier ce qu'ils ne peuvent pas acheter.

Certains chefs blancs ont terrorisé leur peuple en lui faisant part de notre décision de suicide collectif, comme dernier recours afin de défendre notre terre mère. Une fois de plus, ils nous présentent comme des sauvages. Ils cherchent à semer la confusion, ils cherchent à nous discréditer. Nous déclarons à tout leur peuple : l'Uwa se suicide pour la vie, le blanc se suicide pour des sous. Qui est le sauvage ?

L'humiliation de l'indien par le blanc n'a pas de limite : non seulement il ne nous permet pas de vivre, mais en plus il nous dit aussi comment nous devons mourir... Ils ne nous laissent pas décider de notre vie... maintenant nous choisissons notre mort.

Durant plus de cinq siècles, nous avons obtempéré face au blanc, à son avarice et à ses maladies, comme la rivière cède durant l'été, comme le jour s'incline devant la nuit... Le *riowa* nous a condamnés à vivre comme des étrangers sur notre propre terre. Il nous garde confinés dans des endroits escarpés, très proches des falaises sacrées d'où notre cacique Guicani et sa tribu sautèrent pour sauver l'honneur et la dignité de nos peuples face à l'avancée féroce de l'espagnol et du missionnaire.

L'être humain blanc viole peut-être encore une fois les lois de Sira, celles de la Terre et même ses propres lois, mais il ne pourra jamais fuir la honte que ressentiront ses enfants face à un père qui provoqua la flétrissure de la planète, qui la mena à son extinction et qui pillait la terre de l'indien. A la fin de la froide, douloureuse et triste nuit, funeste à la fois pour la planète et pour l'indien, cette nuit même qui paraissait aussi pérenne que l'herbe, l'erreur de l'être humain sera telle que même ses propres enfants ne voudront plus suivre ses pas et ce sera grâce à eux, à ces nouveaux enfants de la Terre, que le déclin du règne de la mort apparaîtra à l'horizon et que la vie recommencera à fleurir... Parce qu'il n'y a pas d'été éternel, ni d'espèce qui puisse s'imposer à la vie elle-même...

En agissant avec mauvaise intention, l'être humain devra toujours, tôt ou tard, boire le venin de sa propre amertume. Parce qu'on ne peut pas couper l'arbre sans que ne meurent aussi les feuilles, et parce que personne ne peut jeter de pierre dans le puits de la vie sans rompre la quiétude et l'équilibre de l'eau. Pour cela, lorsque nos sites sacrés seront envahis par l'odeur de l'homme blanc, la fin sera proche et pas seulement celle de l'U'wa, mais aussi celle du *riowa*.

Lorsqu'il aura exterminé la dernière tribu de la planète, avant de commencer à compter ses génocides, il lui sera plus facile de commencer à compter ses derniers jours. Lorsque viendront ces temps, les ventres de ses filles ne porteront plus aucun fruit et au cours de leurs vies de plus en plus courtes, ses fils ne connaîtront plus la tranquillité. Lorsque viendra le temps où les indiens se retrouveront sans terre, les arbres se retrouveront aussi sans feuilles et alors, l'humanité se demandera pourquoi. Seuls quelques-uns comprendront que tout début possède une fin et que toute fin possède un début, parce que dans la vie, il n'y a rien qui ne soit lié aux lois de l'existence. Le serpent devra mordre sa propre queue afin de fermer le cercle de la destruction et de la mort. Parce que tout est lié comme le sentier garni de branches du singe.

Peut-être que nous, les U'was, pourrons poursuivre notre chemin. Alors, tout comme les oiseaux réalisent leurs longs voyages sans rien sur le dos, nous poursuivrons le nôtre sans garder la moindre rancoeur contre le *riowa*, parce qu'il est notre frère. Nous continuerons à chanter afin de soutenir l'équilibre de la terre,

pas seulement pour nous et nos fils mais aussi pour lui, parce qu'il en a aussi besoin. Dans le coeur des U'was, il y a des préoccupations pour le futur des fils du blanc, autant que pour les nôtres, parce que nous savons que lorsque les derniers indiens et les dernières forêts seront tombés, le destin de ses fils ne fera qu'un avec celui des nôtres.

Si nous, les U'was, pouvons poursuivre notre chemin, nous ne retiendrons pas les oiseaux qui naissent et nidifient sur notre territoire ; ils pourront visiter leur frère blanc s'ils le désirent. Nous ne retiendrons pas non plus l'air qui naît dans nos montagnes ; il pourra continuer à fortifier la joie des enfants blancs et nos rivières devront quitter nos terres aussi propres qu'à leur arrivée. Alors, la pureté des rivières parlera aux êtres humains du monde d'en bas de la pureté de notre pardon.

Source: BULLETIN DU RESEAU OILWATCH. - Numéro 36 .-Mars 2003

3. PLURALISME CULTUREL ET JURIDIQUE EN COLOMBIE

Ce livre fait une analyse du Droit constitutionnel de Colombie, en se basant sur les déclarations des droits de l'homme ainsi que sur la sociologie et l'anthropologie juridique.

L'auteur établit un lien avec la juridiction spéciale autochtone (reconnue par l'article 246 de la Constitution) ainsi qu'avec la consultation anticipée, reconnue par la Convention 169 de l'OIT.

L'auteur applique son analyse à l'examen du conflit entre l'entreprise pétrolière Occidental et le peuple autochtone U'wa. Ce travail fait partie d'une thèse pour l'obtention du grade en Droit.

Contacts : Francisco Salazar. fransalazar5763@yahoo.br

Source: BULLETIN DU RESEAU OILWATCH. - Numéro 36 .-Mars 2003

4. AFFAIBLISSEMENT D'ECOPETROL

En Colombie, la politique du pétrole et du gaz qui est appliquée depuis plusieurs années en suivant les orientations du Fonds Monétaire International, a clairement échoué et ne répond pas aux intérêts nationaux. Selon le Plan national de développement, le pays est proche – il ne manquerait que deux ans – de devoir acheter aux multinationales le pétrole brut nécessaire au fonctionnement des raffineries d'Ecopetrol. Et pire encore, les colombiens devront bientôt importer le pétrole ou l'essence nécessaires à leurs besoins.

Dès la fin des années 1980, la politique fut orientée vers l'affaiblissement des finances d'Ecopetrol et la vente de cette affaire aux multinationales. 81% de la production totale de pétrole du pays est extrait par les multinationales et seulement 19% par Ecopetrol. La part revenant à la compagnie pétrolière publique ne correspond pas aux gisements qu'elle a découverts ou explorés, sinon aux reversements de certains contrats signés avec les multinationales. Depuis la concession de Mares, ces reversements se sont effectués sous la pression de la USO (centrale syndicale pétrolière), parce que les monopoles étrangers ont toujours essayé, avec le soutien des gouvernements locaux, de ne pas retourner ces contrats à Ecopetrol, et de les prolonger jusqu'à l'épuisement des puits.

Selon Hugo Serrano Gómez, le cas du gaz est encore pire : 97% de la production est extrait par les multinationales et est contrôlé par ChevronTexaco, qui n'a pas fait une seule exploration depuis 20 ans. Il s'agit de la norme quant aux relations entre Ecopetrol et les multinationales: les gains pour ces dernières et les pertes pour Ecopetrol ; pour elles, les fleurs et pour l'entreprise publique, les accusations et en particulier contre ses employés qu'on a toujours essayé de présenter comme des entretenus, des ennemis du progrès.

Ceux qui ont dirigé la Colombie disent, depuis près d'un siècle, que le pays sera sauvé par le capital étranger, c'est-à-dire par l'impérialisme nord-américain, celui-là même qui massacre actuellement les iraqiens pour le bénéfice de ses monopoles pétroliers. Comme s'il n'était pas clairement démontrable que les monopoles, qui sont représentés par cet empire, ont des intérêts qui ne sont pas identiques aux nationaux et qui peuvent même être contradictoires et jusqu'à antagoniques. Nous pouvons illustrer cela de la façon suivante : si la Colombie doit importer du pétrole pour faire fonctionner les raffineries d'Ecopetrol, ce serait-là un désastre national de grandes proportions. En quoi souffriraient les multinationales si elles devaient nous vendre ce qu'elles produisent ailleurs ? Il est clair qu'on ne peut pas interdire de faire des affaires avec les multinationales, mais il faut exiger que les bénéfiques soient mutuels et qu'elles ne causent pas préjudice, comme nous venons de le dénoncer, aux intérêts stratégiques de la nation colombienne.

Il est dit qu'Ecopetrol ne possède pas de ressources. Il est clair que ses transferts en faveur de l'Etat sont très élevés. La compagnie publique est compressée de façon excessive. En 1997, elle transféra 2,5 milliards de pesos à l'Etat ; en 1998,

2,1 milliards ; en 1999, 2,7 milliards ; en 2000, 5,2 milliards et en 2001, 5,4 milliards de pesos. Durant les six dernières années, Ecopetrol a transféré 23,3 milliards de pesos au gouvernement. Pour cette raison, la compagnie ne dispose pas de l'argent nécessaire pour entreprendre les activités qu'elle devrait réaliser, parce qu'elle est pressée jusqu'à l'épuisement. Que cela soit parce que le gouvernement préfère, comme il le dit, utiliser ces ressources pour « les frais sociaux » ou que ce soit pour justifier les affaires faites avec les multinationales afin de répondre aux politiques du FMI, il s'agit-là d'un débat-clé.

a) PRIVATISATION ET PLAN DE DÉVELOPPEMENT

Cette façon d'envisager la politique des hydrocarbures du pays est réaffirmée par le Plan de développement du gouvernement d'Uribe. Il y est dit par exemple que, par rapport à la raffinerie de Carthagène, « la mise en oeuvre du plan maître se fera avec la majeure participation privée possible ». C'est évident, on propose d'investir dans les morceaux de premier choix pour attirer le capital étranger, tandis qu'Ecopetrol se chargera des abats du raffinage. La privatisation d'une partie au moins de cette activité est annoncée.

Le Plan affirme aussi « l'exécution des investissements nécessaires pour garantir le libre accès aux réseaux de transport, d'entreposage et d'importation des dérivés pétroliers » d'Ecopetrol.

Autrement dit, on veut appliquer à Ecopetrol la même politique qu'à Telecom, entreprise actuellement à l'agonie principalement parce que ses réseaux ont été loués au rabais à ses concurrents afin qu'ils terminent de l'achever. En outre, le président d'Ecopetrol sous prétexte de promouvoir l'efficacité, signala qu'il en finira avec le monopole du raffinage, établissant ainsi clairement qu'il ouvrira une nouvelle voie à l'importation d'essence. En conclusion, Ecopetrol ne se voit pas seulement empêché d'opérer convenablement ce qui devraient éter ses deux principales activités, l'exploration et l'exploitation, mais la faillite de l'entreposage, du transport et du raffinage est aussi visée.

Un autre point du Plan signale « que sera évaluée la possibilité d'étendre la durée des contrats d'association jusqu'à l'achèvement de la vie économique des gisements », ce qui correspond au lancement d'une puissante bombe contre Ecopetrol car le peu qu'elle exploite aujourd'hui sont les reversements à la nation de ce type de contrats, qui ont toujours été léonins mais qui accrochaient parce qu'ils devenaient propriété d'Ecopetrol avant l'épuisement des gisements.

Si les reversements à la nation cessent, la compagnie publique serait mise à l'écart de l'exploitation du pétrole national. Une brèche est en train de s'ouvrir, non seulement pour que les nouveaux puits soient exploités par les multinationales jusqu'à leur épuisement, mais aussi pour la suppression du transfert à Ecopetrol des grands gisements liés aux contrats d'association. Ce serait un désastre, parce que cela impliquerait la privatisation de tout le secteur et la conversion d'Ecopetrol

en une espèce de Diane du pétrole qui se limiterait à encaisser les taxes payées par les multinationales.

La privatisation a aussi avancé dans d'autres secteurs. Toutes les affaires liées au gaz se sont faites à l'encontre des intérêts nationaux. Sa distribution à domicile fut octroyée au capital privé, alors qu'elle devrait faire partie des activités d'Ecopetrol.

L'ex-sénateur Amylkar Acosta a dénoncé la récente et scandaleuse élévation du prix de vente au consommateur du gaz, qui est liée à l'énorme augmentation du prix à la sortie du puits, au bénéfice de Texaco et de British qui en sont arrivés à demander 1,61 dollars par millier de pieds cubiques alors que la production ne coûte que 0,14 dollars et à la récente et également disproportionnée augmentation du prix de transport du gaz, située entre 363% et 627%.

Pour compléter cette vue d'ensemble des privilèges, les propriétaires des stations services associées à Fendipetrol protestent pour dénoncer la main mise des multinationales sur ce négoce. En effet, ces dernières possèdent déjà 170 stations services, en plus de contrôler la distribution au gros, affaire juteuse qu'elles ne perdirent jamais, même pas suite à la création d'Ecopetrol, comme cela se serait sans aucun doute produit dans un pays gouverné avec une conception patriotique.

Le président d'Ecopetrol a déclaré qu'Uribe Vélez s'est compromis à ne pas privatiser la compagnie publique. Il est en effet possible qu'il ne privatise pas 100% de l'entreprise, parce que la privatisation est un processus qui se développe dans le temps, en affrontant les résistances à vaincre.

b) LE CONTRAT CATALINA

Le gouvernement a décidé de souscrire au nouveau contrat « Catalina », une espèce de prolongation en faveur de ChevronTexaco pour l'exploitation du gaz de la plateforme Chuchupa B, de La Guajira. Le contrat initial, qui allait arriver à expiration le 31 décembre 2004, aurait laissé toute la production du gisement aux mains d'Ecopetrol. Mais la politique d'Uribe a déterminé que ce négoce prendrait la forme d'une « production de gaz supplémentaire », ce qui est pire encore que le contrat d'association antérieur en termes de répartition de la richesse parce qu'elle s'inscrit dans le cadre de la nouvelle législation, qui altère les bénéfices correspondant à la nation.

Et il n'est pas certain que ChevronTexaco continue à extraire le gaz sans qu'Ecopetrol ne doive verser un seul peso parce qu'Ecopetrol paie une location qui atteindra 336,9 millions de dollars en 2016 pour la plateforme en opération, et sans laquelle les hydrocarbures ne peuvent pas être extraits.

Dans le but de soutenir un contrat qui ne peut pas être défendu, on a introduit des « facteurs de risque », une des vieilles histoires utilisées par le capital étranger pour appauvrir les colombiens. L'inspection des Finances les a cependant démasqués car elle a déclaré qu'il n'existe pas de risque commercial parce que

même si le gaz à extraire diminuait de 49,94%, le taux de bénéfice interne de Texaco serait encore de 12,28%, ce qui reste très attractif. Par ailleurs, il n'y a pas non plus de risque technologique puisque le gisement est opéré par La Guajira Gas Service, selon le contrat léonin en vigueur.

Enfin, l'inspection des Finances ajouta qu'il n'existe pas non plus de risque juridique. Un des aspects les plus choquants des explications envoyées par le ministre des Mines à la Vème Commission du Sénat est sa défense de l'existence d'un important risque juridique. Le ministre explique que Texaco, profitant du fait qu'elle soit l'actuelle opératrice de la plateforme B, pourrait tenter plusieurs procès dans le pays afin d'empêcher qu'Ecopetrol ne réalise seul l'affaire. Les deux pages du document impressionnent parce que si ChevronTexaco est capable de ne faire qu'un seul pourcent de ce que le ministre dit qu'elle pourrait faire dans son catalogue de manipulations inédites, il faudrait déjà interdire de faire des affaires avec cette compagnie. L'unique argument sérieux permettant de défendre le contrat est que s'il n'est pas signé avec la Texaco, celle-ci rançonnera « légalement » la Colombie.

Il reste à savoir si Ecopetrol possède ou non les ressources nécessaires pour effectuer l'investissement à son compte. Cette exploitation pourrait être réalisée avec seulement une partie des avoirs que possède la compagnie sur le Fonds d'épargne et de stabilisation pétrolière FAEP, qui s'élevaient à 1,05 milliards de pesos, ou 300 millions de dollars. Il serait correct de retirer ces ressources du FAEP afin de les investir dans une affaire rentable, car cette somme est déposée dans des banques de New York et ne rapporte que 1,75% d'intérêts par an, ce qui contraste fortement avec les coûts supérieurs à 10% que la Colombie doit payer pour les intérêts de sa dette externe, contractée dans la même banque que celle où sont déposées ses réserves.

Qu'est-ce qui nous assure que le contrat Catalina servira à l'extraction du gaz supplémentaire ? Rien ! On parle d'extraction supplémentaire lorsque la production d'un gisement est supérieure à la normale. Ce concept fit son apparition parce que dans le monde, de nombreux champs pétrolifères étaient proches de l'épuisement ou en phase finale de production et il fallut créer de nouvelles technologies basées sur l'introduction d'énergie dans les puits afin d'extraire des hydrocarbures qui n'auraient pas pu être obtenus d'une autre façon. Ce qui n'est absolument pas le cas du gisement traité ici, parce que le gaz est présent et que l'on sait en quelles quantités ainsi que ce qui peut être extrait sans utiliser ces nouvelles technologies.

Sur la plateforme B se trouvent même les trous pour les trois puits qui devront être forés. Quels sont donc les arguments utilisés pour soutenir qu'il s'agit de gaz supplémentaire ? La Colombie nécessite un gouvernement qui ait au moins le courage de dire la vérité, car il est urgent que la population comprenne ce qui se passe, pour que ces débats cessent d'être des discussions d'experts et deviennent des controverses démocratiques.

Finalement, dans le domaine des hydrocarbures, Uribe Vélez ne défend pas les intérêts nationaux. Au contraire, il joue ouvertement dans le camp des multinationales, dans l'équipe de ceux qui croient que la Colombie sera sauvée par l'adoration du capital étranger, par la prosternation devant les projets de l'empire nord-américain.

NB : Le gouvernement de Colombie a annoncé la privatisation d'Ecopetrol ainsi que l'établissement d'une nouvelle agence régulatrice pour le secteur des hydrocarbures.

Source: BULLETIN DU RESEAU OILWATCH. - Numéro 40 .- Juillet 2003

5. PROCÈS CONTRE OCCIDENTAL POUR UN MASSACRE DE CIVILS

(Los Angeles C.A.) Occidental Petroleum sera jugée par une cour des États-Unis pour son implication dans le massacre de civils en Colombie. L'accusation est dirigée contre le directeur général et les actionnaires de l'assemblée annuelle de la compagnie.

Des avocats internationalistes ont fait usage de la loi de « *Alien Tort Claims* » pour intenter une action contre l'entreprise Occidental Petroleum et ses forces de sécurité, Aisrscan, INC., pour leur implication dans l'assassinat de civils innocents dans le village de Santo Domingo, en Colombie, le 13 décembre 1998.

L'action fut présentée le jour même de la réunion annuelle des actionnaires. Un survivant du massacre, présent à l'assemblée, demanda au président Ray Irani et à la direction de ne pas financer de façon négligente les pratiques immorales et discutables de la compagnie Occidental dans le monde, comme le massacre en Colombie.

Le procès sera intenté devant la cour du district central de Californie par le Fonds international pour les Droits du travail et le Centre des droits de l'homme de l'école de droit de l'Université de Northwestern.

Les compagnies OXY et Aisrscan sont accusées d'avoir aidé à mener les attaques en ayant fourni, à l'armée colombienne, des informations clés et stratégiques ainsi qu'un appui logistique terrestre et aérien ayant facilité le bombardement du village.

Les avions d'Aisrscan, qui réalisent la vigilance aérienne de l'oléoduc de OXY à Caño Limón, ont accompagné la force aérienne de Colombie pendant les bombardements, en utilisant des équipements infrarouges et de vidéo pour atteindre les objectifs terrestres. Plusieurs rebelles et non rebelles moururent durant cette opération.

Les opérations d'Occidental Petroleum sont un aimant pour la violence et attirent le regard des organisations de droits de l'homme et environnementalistes depuis déjà plus de sept ans.

La compagnie est tristement connue pour ses tentatives incessantes de forer dans le territoire sacré des U'Wa. Elle a cependant abandonné son rôle direct dans ce forage, suite à une intense critique au niveau international due à la résistance locale.

Occidental fut un élément-clé de la politique extérieure des Etats-Unis envers la Colombie. Pour cette raison, la compagnie continue à recevoir un appui militaire croissant des Etats-Unis pour protéger ses installations, et ce malgré son terrible historique.

Des arrangements légaux ont permis à la compagnie de percevoir près de 131 millions de dollars en aide militaire au cours de cette dernière année et 110 millions supplémentaires sont proposés pour 2004 afin de protéger l'oléoduc Caño Limón d'Occidental. Ce subside corporatif de 3,58 dollars par baril est sans précédent, et est en quelque sorte une reconnaissance du lobbying agressif de la compagnie ainsi que de ses contributions politiques.

Selon Kevin Koenig, d'Amazon Watch, « Les évidences apportées par ce procès prouvent ce que les groupes environnementalistes et de droits humains disent depuis longtemps, à savoir qu'Occidental est une compagnie en banqueroute morale qui commet des violations directes des droits de l'homme. Il est outrageant que les contribuables américains donnent cet argent à une compagnie qui ne respecte pas la loi ».

Source: BULLETIN DU RESEAU OILWATCH. - Numéro 39 .- Juin 2003

6. BP EN COLOMBIE : LES PÊCHEURS GAGNENT A PECHER EN EAUX TROUBLES

BP Company arriva en Colombie dans les années'80, pour chercher du pétrole dans un territoire qui avait été exploré depuis les années'40 par plusieurs compagnies pétrolières : le territoire de Casanare. Néanmoins, cette région continuait d'être, jusqu'à il y a peu, un département débutant et se consacrant au secteur de l'élevage.

Dans les années'70, l'activité pétrolière commença à se développer et à avoir besoin d'énergie et de routes. Pour cela, les bénéfices réalisés furent réinvestis dans l'électrification et la construction de routes destinées à servir l'industrie. Cusiana et Cupiagua, les deux plus grands gisements de Colombie, furent découverts au début des années'80. A l'époque, leurs réserves étaient évaluées entre 2000 et 2200 millions de barils de pétrole brut de bonne qualité. La vie à

Casanare fut affectée, profondément et sous tous ses angles, par l'entrée en activité de ces gisements.

Suite à l'exploitation de ces gisements, l'extraction de pétrole en vint à occuper le premier poste de l'économie du département, déplaçant d'autres secteurs productifs. Le capital investit directement par l'industrie pétrolière, ainsi que les privilèges offerts aux institutions officielles, augmentèrent ostensiblement le PIB. A ce sujet, selon une étude réalisée par l'Université des Andes, entre 1987 et 1995, les bénéficiaires de Yopal augmentèrent de 350%, ceux d'Aguazul furent multipliés par 22 et ceux de Tauramena, par 65. Selon les statistiques de l'Assemblée départementale, les bénéficiaires du département qui étaient inférieurs à 9 milliards de pesos en 1992, passèrent à 30 milliards en 1994 et à 204 milliards en 1997, lorsque la production de pétrole atteint son maximum. En trois ans seulement, le budget du département augmenta de six fois.

S'il est vrai que les revenus augmentèrent, les conséquences sur la qualité de vie de la population furent négatives. L'étude citée ci-dessus affirme qu'au lieu de diminuer, les niveaux de pauvreté augmentèrent entre 1993 et 1996 dans les villages de Yopal, Aguazul et Tauramena. Ceci est ironique si l'on tient compte du fait que c'est durant cette période que les municipalités obtinrent les plus hauts revenus grâce aux privilèges.

Il faut aussi tenir compte des phénomènes normalement générés par l'activité pétrolière : la migration, l'abandon des champs, l'insuffisance des services publics élémentaires, de l'éducation et des soins de santé pour la population, un déficit croissant des logements et une augmentation du coût de la vie. Casanare commença aussi à souffrir d'autres impacts de l'activité pétrolière, comme la détérioration environnementale et la violation des droits de l'homme.

BP débuta le forage des puits de pétrole dans les années'90. Il fut accompagné par de graves plaintes du secrétariat de la santé de la municipalité de Yopal, relatives aux dégâts que BP occasionnait aux rivières et aux canalisations d'eau qui croisaient ses installations pétrolières, à cause de l'inadéquation des eaux industrielles. En réalité, BP forait au niveau même du lit des cours d'eau. Ces plaintes aboutirent à la première fermeture d'un puits de pétrole – Pauto I - de l'histoire du pays, ordonnée par les autorités environnementales pour causes environnementales. Ce fait provoqua un intéressant débat sur l'importance d'une ressource comme l'eau. Mais en outre, BP fut aussi dénoncée par les moyens de communication britanniques qui visitèrent la Colombie. Elle fut apparemment accusée d'être liée à des groupes paramilitaires qui assassinaient les leaders paysans qui organisaient les marches civiques et les barrages de routes comme façon de dénoncer les impacts sociaux et environnementaux liés à la présence de BP dans la région.

BP ne fut jamais inculpée juridiquement pour ces plaintes. Carlos Arroguero Cerguera, Marcos Mendoza et d'autres leaders paysans de l'Association des utilisateurs *campesinos*, ANUC-UR, furent assassinés pour avoir dénoncé la

compagnie pétrolière, mais ces crimes restèrent impunis. En outre, l'organisation paysanne dû quitter la région suite aux assassinats et aux perpétuelles menaces proférées contre ses leaders. De la même façon, le syndicat des travailleurs de l'industrie pétrolière, USO, n'a jamais pu compter d'affiliés parmi les travailleurs de BP à cause des menaces continues et des assassinats des leaders qui voulurent construire une section de l'Union syndicale ouvrière à Casanare.

Comme dans beaucoup de régions de Colombie, l'impunité est totale, pas seulement dans le cadre des droits de l'homme mais aussi en ce qui concerne l'environnement. Les activités de BP ne peuvent pas être contrôlées de manière indépendante parce que leurs campements sont militarisés et même minés, et que l'accès en est interdit aux personnes ou organisations qui voudraient surveiller les activités pétrolières, comme cela a été souffert par le Réseau de surveillance environnementale participative de Casanare, Red MAPA.

Une étude réalisée par un des groupes qui conforment Red MAPA révèle que BP et les autres entreprises pétrolières de la région manquent au paiement des compensations environnementales qu'elles devraient légalement payer pour l'utilisation de l'eau, et qui correspondent à 1% du coût total du projet. Elles ont ignoré ce paiement tout au long de la vie du projet, comptant sur la complicité des institutions environnementales du gouvernement. En outre, la même organisation locale (Agua Viva) découvrit que la plupart des projets de reforestation, exigés par la loi aux entreprises pétrolières en tant que compensation pour la destruction des zones boisées, n'existe toujours pas plusieurs années après que la reforestation eût dû être commencée.

Plus récemment, BP fut dénoncée par les villages d'Antioquia traversés par l'oléoduc OCENSA – propriété des quatre partenaires des gisements Cusiana et Cupiagua : BP, Total (France, maintenant TotalFinaElf), Triton (USA) et Ecopetrol (l'entreprise publique de Colombie) – pour ne pas avoir respecté les pactes établis durant la construction de l'oléoduc et aussi, pour les impacts environnementaux qu'il provoqua. Plusieurs leaders paysans de la région d'Antioquia furent assassinés et l'avocate qui intenta le procès dû s'exiler.

Les compagnies pétrolières multinationales profitent de la réalité colombienne pour violer les normes environnementales et ne pas respecter les pactes signés avec les organisations sociales. Des forces mystérieuses assassinent ou menacent ceux qui s'opposent à l'industrie pétrolière. Comme dit le dicton : les pêcheurs gagnent à pêcher en eaux troubles.

Pour plus d'informations sur BP en Colombie : petroleo@censat.org

Source: BULLETIN DU RESEAU OILWATCH. - Numéro 42 .- November 2003